



Communiqué de presse du 14 octobre 2014 :

## **Leur université n'est pas la nôtre.**

Jeudi 2 octobre, Vincent Goulet – sociologue – rendait publique via la presse sa lettre de démission du poste tant convoité de maître de conférence qu'il occupait depuis 4 années à l'Université de Lorraine. Dans cette lettre, qu'il adresse à l'actuelle secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et à la recherche, Geneviève Fioraso, notre collègue met le doigt sur une situation désastreuse. Son constat est clair : l'université est aujourd'hui une véritable entreprise.

En effet, suite aux désengagements progressifs de l'État du financement de la recherche, les moyens et les conditions de travail des enseignants chercheurs se sont sensiblement dégradés. Outre le fait qu'obtenir du « papier et des crayons » est devenu si compliqué que les collègues sont obligés de fournir eux même le matériel nécessaire à l'enseignement, obtenir des financements pour la recherche induit aujourd'hui une surcharge de travail administratif sans précédent. Et quel travail : dans les universités « autonomes », plus de place pour le financement de la recherche fondamentale, ni pour un enseignement de qualité : travailleurs du supérieur, débrouillez vous pour vous vendre, mettre en œuvre des stratégies marketing et répondre aux besoins du patronat si vous souhaitez décrocher des financements. Si bien qu'aujourd'hui, la préoccupation première d'un enseignant chercheur n'est plus de chercher ni d'enseigner, mais bien de manager et d'être rentable sur le marché de la formation. Pire encore, c'est être attractif aux yeux des intérêts du privé dans la cadre d'une concurrence sans limite avec des collègues d'autres départements et d'autres universités.

Et que dire de la situation de l'emploi dans le supérieur qui se précarise tous les jours un peu plus. Car si le nombre de postes de titulaires est gelé, et que l'enseignement et la recherche se font désormais avant tout en tant que contractuel ou vacataire, nous n'oublions ni les suppressions de postes chez les personnels administratifs ni la sous traitance de l'entretien auprès de sociétés privées.

Rappelons le, cette situation est la conséquence d'un long processus de privatisation et de libéralisation des universités, concrétisé par les gouvernements de droite comme de gauche par la succession des réformes LMD , LRU, les fusions d'université dans la cadre du statut de Grand Etablissement, et l'application actuelle de la loi dite « Fioraso ». Cette logique, qui voudrait faire des universités des outils de la rentabilité capitaliste plutôt que des lieux de recherche, de transmission du savoir, et d'émancipation, la CNT, comme des nombreux étudiants et personnels des universités, l'a combattue sans relâche ces dernières années, pendant que les syndicats majoritaires dans le supérieur refusaient d'appeler à la grève, ou constataient passivement depuis leurs sièges dans les instances dites représentatives l'aboutissement du projet de fusion des universités de Lorraine.

Nous le réaffirmons, si cette situation catastrophique de l'université de Lorraine ne nous étonne guère c'est avant tout parce nous restons convaincus que ce n'est pas dans la cogestion de salons, ni dans les marches symboliques que nous obtiendrons satisfaction. Pour contrer la logique capitaliste, pour construire une université égalitaire, émancipatrice et accessible à tous, c'est la solidarité interprofessionnelle, la construction d'une riposte sociale à la base, et la lutte collective qu'il nous faut développer.